

Fouad Soufi

Historien-archiviste algérien. Ancien Sous-Directeur des Archives Nationales d'Algérie et chercheur associé au Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle (CRASC), Oran.

Février 2022

Habib - *Sabah el khir* Si Fouad. D'abord, merci pour votre temps, pour votre disponibilité et surtout d'avoir accepté cet échange. On essaiera de ne pas être trop longs. Je suis ravi de faire votre connaissance, je sais que vous êtes historien et que vous avez une expérience d'archives. Je voudrais revenir un peu sur vos deux casquettes qui sont peut-être une seule, vous me direz. Mais j'aimerais bien vous laisser vous présenter vous-même. Vous êtes qui monsieur Soufi ?

Fouad - Bon ma personnalité compte peu. Mais je vais dire professionnellement, c'est plus intéressant. J'ai une formation d'historien à l'université. J'ai eu les diplômes qu'il fallait, sauf le doctorat, je n'ai pas voulu me lancer là-dedans. Mais c'est aussi parce que je ne pouvais pas. Parce qu'entre temps, j'ai passé toute ma carrière professionnelle aux Archives Nationales, entre Alger et Oran, ou entre Oran et Alger.

Fouad - Je me présente toujours comme étant d'abord archiviste. En réalité non pas par coquetterie, mais pour dire à mes collègues et à ceux qui arrivent que le métier d'archiviste existe et qu'on a un rôle social à jouer. Mais je m'autorise à me dire historien, parce qu'essentiellement je produis des articles sur l'archivistique.

J'ai enseigné l'archivistique, mais l'essentiel de ma production est sur l'histoire du mouvement national, du mouvement social et maintenant sur la guerre de libération nationale en Algérie. Voilà en gros ce que j'estime être mon rôle dans ce pays et ce que j'ai cru devoir faire durant ma carrière ou mes deux carrières. Sans compter que j'ai été largement soutenu par le Centre de recherche anthropologie sociale et culturelle, le CRASC, à Oran. Je crois que si je n'avais pas fait ce lien, probablement je ne serais pas là. J'en suis même certain. Enfin, le CRASC va jouer aussi un grand rôle dans ma formation et dans mes contacts avec un autre monde que celui de l'histoire.

Et oui, je peux le dire, je ne le dis pas souvent, mais j'ai eu à diriger la revue « *Insanyat* » du CRASC pendant presque une dizaine d'années. Et ça aussi, ça a été une très grande leçon dans ma formation, dans la modestie, dans les contacts. Voilà comment en gros je peux parler de moi. Pour le reste ...

Habib - On va aller aussi dans le reste. J'aimerais vous poser une petite question naïve, faussement naïve. Mais j'aimerais bien que vous, l'historien et comment on dit, archiviste ? répondiez à cette question, qu'est-ce qu'une archive ?

Fouad - Ah oui, mais alors ça c'est la question qui est simple en apparence, mais qui fait l'objet de très gros débats ! Pour l'essentiel le Conseil International des Archives, qui réunit les archivistes dans le monde entier, a donné une définition. Je ne l'enregistre pas, je l'écris,

mais je ne l'enregistre pas, je la répète dans mes mots.

Alors ça ne veut pas dire que c'est la règle d'airain. Mais en réalité, c'est tout ce qui, dans notre monde, depuis les temps les plus reculés, a permis à l'homme d'inscrire sa pensée ou autre. Ça peut être sur n'importe quel support, et ça c'est essentiel. A partir du moment où on produit une information sur n'importe quel support, papier, bois, elle peut être considérée comme une archive, c'est une archive, elle peut subir un traitement archivistique.

Donc ça veut dire que c'est très vaste. Sauf que la grande bataille dans les pays comme le nôtre, c'est que les archives, - outre le lien étroit et naturel mais qui n'est pas évident non plus avec l'histoire - les archives et les archivistes doivent élargir leur champ d'intervention.

C'est-à-dire que ce n'est pas que l'histoire. À partir du moment où tout document, quel que soit son support et sa date, peut être considéré comme une archive, on sort complètement de l'histoire. À un point tel que dans certains pays il y a deux catégories d'archivistes. Les « documentalistes » qui eux s'occupent de la production actuelle et les archivistes qui eux sont « relégués » dans l'histoire. Et donc chez nous, ici, alors que nous avons une loi que je considère comme moderne, novatrice et dynamique, nous avons une application qui elle est restée en 1962, c'est à dire que les archives c'est le passé.

Fouad - Les archives sont les vieux papiers. Alors qu'en fait il y a une loi qui a été adoptée en 1988, suite à d'autres textes, tout aussi dynamiques, et la loi c'est la règle. Encore que, je posais la question au cours de mon enseignement est ce que c'est la loi qui va développer la théorie ou créer la théorie ou est-ce que c'est la théorie qui va se transformer en loi ?

Mais ça n'est pas valable uniquement pour les archives et la place des archives. C'est une règle universelle. Et donc ce que je regrette personnellement, c'est qu'alors que nous avons cette loi qui nous offre la possibilité d'intervenir dans tous les secteurs de la vie politique économique et sociale, nous en sommes restés à une compréhension à mon avis complètement dépassée du rôle des archives et des Archives nationales.

Ce n'est pas notre faute. C'est notre faute, mais ça nous a montré la puissance de la bureaucratie et la solidarité des bureaucrates. Ils ne veulent pas qu'on se mêle de leurs papiers, de leur production. Ensuite, ça a donné chez nous une multiplication des centres de « décision archivistique ». C'est à dire que les gens du cinéma considèrent que les archives c'est eux, bon oui, d'accord, bien sûr que c'est vous. Mais la mission de l'institution des Archives nationales, c'est toute la production de l'État et de la société, sous toutes ses formes, non ?

Alors les ministères veulent bien qu'on vienne les aider mais les versements aux archives nationales, ce n'est peut-être pas évident parce qu'ils ne travaillent pas leurs archives, ils les protègent mal ou peu importe, mais ils ne veulent pas les verser aux Archives nationales. Est ce qu'ils ne veulent pas les verser parce qu'ils ont peur ? On sait qu'il y a une institution qui n'a pas pu sauvegarder sa posture au sein de l'appareil de l'État.

Voilà, on peut aller plus loin. J'avais choqué tout le monde en disant Vous savez, les Archives Nationales ont plus de relations positives avec le ministère de la Défense nationale qu'avec le ministère de la Justice. Alors ça choque tout le monde. Oui, c'est que les rapports que nous avons eus avec le ministère de la Défense nationale ont abouti à des sortes d'accord, on leur a fait accepter le fait non pas de les verser, mais de les déposer. Il y a une nuance entre les deux. Vous resterez propriétaires de vos archives, mais elles sont déjà aux Archives Nationales. Mais les autres ministères, sauf s'ils avaient besoin de places dans

leurs bâtiments, ça ne les intéressait pas.

Ce que je veux dire, c'est que les Archives Nationales, ce n'est pas l'histoire, l'histoire n'est jamais qu'un aspect de la mission des Archives nationales. Et je n'invente rien, c'est ainsi dans la plupart des pays.

Actuellement, je travaille sur les archives de la littérature. Par exemple où vont les archives de nos écrivains ? Où vont les archives de Kateb Yacine ? Où sont les archives de Mohammed Dib ? Où sont les archives de Mouloud Mammeri ? On parle de ces trois personnes, mais même Abdelhamid Benhedouga et surtout Tahar Ouettar, où sont passés tous ces documents ?

Eh bien là c'est notre pratique qui fait que les Archives nationales ne jouent aucun rôle. Et notre pratique, c'est un héritage de la pratique française, alors même que la conception de la première ordonnance relative aux archives, c'est plus ou moins l'Union Soviétique, les archives soviétiques s'occupent justement de toutes ces traces. De tous les écrivains Russes et Ukrainiens, ou Kirghizes, Soviétiques d'une manière générale. J'avais eu la chance d'aller à Moscou et à Kiev et j'ai vu ce que c'était. Quand j'ai posé le problème ici, on s'est dit on a d'autres chats à fouetter.

On aurait pu se poser la question. Et aujourd'hui, on devrait se poser la question quand on sait que certaines archives de nos écrivains sont à Paris, versées dans les institutions parisiennes. Donc maintenant c'est impossible, à moins de les microfilmer ou de les numériser, mais on n'aura jamais les originaux parce qu'ils sont devenus propriété d'une institution française mais qui ne sont pas les Archives de France.

Habib - Et quand vous parlez d'une bureaucratie, vous êtes diplomate ou vous pensez réellement qu'il n'y a pas de volonté derrière ce blocage ? Quelque chose évidemment de politique.

Fouad - La bureaucratie, la volonté de la bureaucratie, ça a toujours été de fermer. Donc, pour moi, c'est la même chose, ce n'est pas du tout pour arrondir les angles. Non, la lutte contre la bureaucratie, c'est justement pour le droit d'avoir accès aux documents de l'Etat. Et d'ailleurs c'est un problème récurrent chez nous. De temps en temps, il y a des réactions violentes de la part des autorités, que ce soit le ministre de l'Intérieur ou carrément le président, passé et actuel, pour dire « Arrêtez, vous n'êtes pas les maîtres du jeu ». Les bureaucrates chez nous, ils sont puissants !

Habib - Oui, c'est ce qu'on appelle l'État profond, qui résiste ?

Fouad - Oui, ils se défendent. Moi je leur dénie pas à partir de ma petite position le droit de se défendre. Ce que je leur dénie, c'est de s'approprier des documents qui ne sont pas les leurs, même s'ils les ont produits.

Je rappelle toujours la phrase de Boumediene, le président Boumediene, qui disait « Il faut construire une administration et un État qui dépassent les hommes, les hommes partent et l'administration reste ». Et donc je me suis permis d'écrire derrière « Oui, je suis d'accord, mais même l'administration peut disparaître ». Historiquement, il y a des états qui ont disparu. Qu'est ce qui reste de ces états ? Seulement les archives, quand on les a protégées. Quels souvenirs peut-on avoir de ces Etats, depuis le deuxième millénaire avant notre temps présent ? Et je cite des exemples de découvertes archéologiques, ça prouve qu'un État a existé, on en a entendu parler mais voilà on a soudain trouvé des traces écrites de

ces états. Donc il faut aller au-delà de la disparition naturelle et biologique des hommes.

Je ne sais plus qui avait dit « les civilisations meurent ». Qu'est-ce qu'il reste de ces civilisations, sinon les traces, archéologiques je veux bien, mais les traces écrites aussi qu'on finit par découvrir grâce aux archéologues. Voilà, en gros. Par exemple dans notre histoire, que nous reste-t-il comme archives de la période des royaumes de Tlemcen, les Zianides ? Plus rien, sinon quelques papiers ici ou là, sinon dans les archives espagnoles, sinon à la chambre de commerce de Marseille. Peut-être, mais chez nous, ici, il ne reste plus rien. Que nous reste-t-il de l'état Algéro-Ottoman ? Pas grand-chose. Et là, on sait pourquoi. En tous cas je me suis posé la question et je sais pourquoi il ne reste pas grand-chose. Ce n'est pas parce que les Ottomans sont partis puisqu'ils ne sont jamais partis. Le cœur peut-être, le Bey est parti, certains beys sont partis, mais l'administration, elle, est restée. Les documents sont restés. Qu'est ce qui s'est passé ? Ah ben ça c'est encore, je dis encore parce que je n'utilise pas toujours, c'est encore un des crimes du système colonial d'avoir détruit les archives.

Habib - J'allais te poser la question là-dessus justement, détruit ou emporté ? Qu'est-ce qu'il y a derrière ?

Fouad - Non, détruit d'abord, ils ont pris conscience qu'en fait ils avaient besoin de ces documents, mais ça a tardé. Ils les ont réunis à Alger et en 62, 61-62, ces documents ont été emmenés en France.

Habib - Pourquoi ?

Fouad - Ah ben ça, ça procède de la mentalité des archivistes français, ou de l'État Français d'ailleurs, au-delà des archivistes français, parce que là je crois que j'ai été un peu agressif.

Fouad - En fait, ce qui va se passer en 61-62, ils voyaient venir la fin et il ne faut surtout pas mépriser, j'allais dire l'ennemi, les autres. Ils ont très bien compris qu'on allait vers la fin et en mars 1961, il y a une circulaire qui part des Archives de France vers les dépôts, vers les conservateurs régionaux ici, vous allez ramasser les archives, préparez-vous à les transférer en France pour microfilmage.

C'est à dire qu'à cette date-là, les Archives de France lancent une grande opération de microfilmage. Et dans leur classement chronologique et alphabétique surtout, l'Algérie, c'est à la fin. Un c'est l'Ain et l'Algérie c'est 91-92-93. Mais pour l'opération de microfilmage, après l'Ain, l'Aisne, est apparue l'Algérie, pas le département d'Alger, d'Oran ou de Constantine, tout de suite après les A, AL c'est l'Algérie. Dans l'Algérie, il y avait quatre grands dépôts, celui du gouvernement général et celui des trois principaux départements

Et donc le motif, c'était le microfilmage. La raison fondamentale, c'était qu'on ne peut pas laisser ces documents derrière nous au pouvoir qui va être mis en place. Est-ce que ça va être le FLN ? Est-ce que ça va être un mixte. Et donc ils vont développer cette théorie et tout de suite la mettre en œuvre. Il y a eu très peu de réflexion. Ce n'est qu'après qu'on va construire.

En Tunisie, au Maroc, il y avait un résident général, mais il y avait même un semblant d'État, donc il y avait une autre représentation. Chez nous, non. C'était la fiction des départements français en Algérie. Ça a la forme d'un département, ça l'organisation d'un département. Mais il y a un gouverneur général. Et ce gouverneur général n'existe nulle part ailleurs dans les départements français, pas même dans les territoires d'outre-mer, sauf peut-être

quelque part en Nouvelle-Calédonie, peut-être, je ne sais pas. Donc ça veut dire qu'il y a un personnage de trop dans cette affaire. Mais pire, il y avait des lois spécifiques qui ne sont pas des lois françaises, qui essaient de prendre en charge, soi-disant, les spécificités de l'Algérie, c'est à dire l'existence d'un autre peuple que le peuple français.

En réalité dès 1902-1903 il y a eu la création d'une sorte d'anomalie historique mais qu'ils vont payer cher, c'est l'Algérie. C'est l'Etat colonial qui n'est plus l'Etat français puisqu'il applique des lois qui ne sont pas françaises, qui a sa propre monnaie, son propre budget et son propre système. Le seul poste qui revenait au cadre français, c'était la direction des finances. Il fallait que ce soit un inspecteur des finances venu tout droit de Paris. Alors après, on négocie le poste de directeur de la sûreté, il y a la police des frontières, il y a cet état qui a ses propres douanes. C'est un autre monde qui est en train de se construire. Tout ça non pas pour faire plaisir à la population autochtone, pas du tout, c'est vraiment le cadet de leur souci.

Bon, à cette époque, les Algériens, ce n'était pas nous. Il ne faut pas oublier ça aussi. Ça donne lieu aujourd'hui encore à des confusions monstres chez nos jeunes historiens. Ils ne comprennent pas, Comment ça les Français c'étaient des Algériens ? Et nous on était quoi ? Ben toi tu étais un indigène, c'était ton statut.

Cet Etat pour certains historiens français n'existe pas, ce n'est pas vrai. Il était soutenu par l'Etat français, mais il avait une forme différente, des lois différentes, des décrets différents, des arrêtés du gouverneur général inapplicables en France. Et là, il y a un historien, un juriste, Émile Larcher qui leur dit « Mais enfin tous les arrêtés pris par le gouverneur général - et là nous sommes en 1910, ce juriste va mourir en 1917- aucune décision du gouvernement du Gouverneur général, ne sont valables du point de vue de la loi française ».

Ça veut dire qu'on est dans une autre loi et qu'on est dans un autre pays. Géographiquement, bien sûr qu'on est dans un autre pays. Et c'est ce que va sortir un autre juriste français. La phrase « La Méditerranée traverse la France comme la Seine traverse Paris », c'est une belle phrase mais c'est faux, puisqu'entre la France et l'Algérie, il n'y a pas seulement la Méditerranée, il y a au beau milieu de la Méditerranée une zone internationale. C'est-à-dire que l'Algérie est rattachée à la France, elle est rattachée politiquement, mais ni juridiquement, ni socialement, ni économiquement, ni rien.

Et dans l'histoire, on voit bien ce qui va manquer dans ces relations. C'est vrai que le budget de l'Algérie va être soutenu par le budget français, et notamment le Trésor, d'ailleurs ça va devenir un tonneau des Danaïdes, les colons vont demander de plus en plus d'argent, ça va créer des manifestations en France. Quand le vin algérien va débarquer en France, il va y avoir des morts ! La crise viticole en France va enrichir, pas l'Algérie ni les Algériens, mais les colons d'Algérie, ce qui est un autre monde.

Donc ce que je reproche à certains historiens français, c'est qu'ils font volontairement cette confusion. Oui, l'Algérie va profiter. Mais quelle Algérie ? Ils ne le disent pas. Parce que les travailleurs, les ouvriers agricoles dans la viticulture, et pire encore dans la céréaliculture, ne reçoivent pas les mêmes salaires que les ouvriers français.

Voilà pourquoi d'ailleurs, je dis à la fois archiviste et historien, c'est-à-dire qu'il faut protéger ces documents parce qu'ils expliquent quelle était la place effective de l'Algérie dans l'histoire de France et comment ça va évoluer en Algérie.

Et on peut aller très, très loin socialement dans l'histoire des mouvements sociaux. Par

exemple les colons vont, avec leurs idéologues, alimenter ce qu'ils appellent eux la haine des musulmans vis à vis des juifs. D'où le pogrom de Constantine en 1934. C'est faux ! En réalité, les rapports entre les juifs et les musulmans dans ce pays n'ont jamais été quotidiennement ni annuellement dans le conflit. Et lorsqu'on sait que certains syndicalistes européens - maintenant je vais les appeler européens puisque dans les années 30 ils ont été assimilés aux européens - ils étaient juifs, mobilisaient les ouvriers agricoles qui étaient musulmans et obtenaient pour eux des avantages.

Ça veut dire qu'il y a quelque chose qui ne va pas dans la logique de l'idéologie coloniale. Les idéologues coloniaux vont enfoncer le clou entre les deux. Jusqu'au jour où, en 1940, les juifs sont exclus de la Nation Française et ils ne vont trouver autour d'eux que les musulmans, dont certains vont leur dire vous voyez vous avez cru en la France et la voilà la France, elle vous enlève la nationalité. Et tout ça, c'est dans notre histoire. Tout ça fait que c'est grâce aux archives que j'ai découvert ce monde et que j'ai essayé de travailler et de traduire par écrit.

Habib - La mémoire n'est pas l'histoire, mais quel est le rapport entre mémoire et archives ?

Fouad - Ah oui, bien sûr que la mémoire n'est pas l'histoire.

Habib - c'est très clair ça.

Fouad - Pas toujours parce que par exemple, il y a chez nous un conflit entre la mémoire et l'histoire, surtout de la période de la guerre de libération nationale. Je dis conflit, je n'ai pas dit affrontement, un conflit de statut. Voilà, pour être plus clair je veux dire par là que la mémoire de la guerre de libération nationale a eu pour prétention d'imposer son point de vue et son travail aux historiens. Certains réagissent, d'autres ont trouvé ça très bien. Puis ils se rendent compte qu'à un moment la mémoire de cet ancien combattant, de ce moudjahid, sur tel ou tel événement ne coïncide pas avec celle de son compagnon. Alors qui est ce qui a raison ?

Mais en fait, ce n'est pas une question d'avoir raison, d'avoir tort. C'est une question d'approche historique d'un événement. Et la mémoire nous aide beaucoup. Mais elle ne remplace pas le métier d'historien. Ce n'est pas possible et je ne peux pas considérer, déjà personnellement, la vérité absolue. Oui, la vérité d'aujourd'hui. Mais demain, je vais découvrir d'autres documents ou d'autres souvenirs qui vont permettre d'améliorer ma connaissance historique de tel ou tel événement. Je n'invente rien et c'est la méthode, c'est le B.A.BA du métier d'historien. Mais le conflit, c'est quand la mémoire fait taire l'historien, c'est ça et rien d'autre. Et on a connu en 1981, 82, 83, cette tentative qui va arriver à un échec, tout simplement parce qu'il n'y a pas La mémoire mais il y a Les mémoires.

Habib - La tentative a été menée par qui ?

Fouad - Par un ancien ministre des Moudjahidine qui l'a dit clairement, c'est à ceux qui ont combattu d'écrire l'histoire, et il a organisé des débats et puis comme c'était un homme intelligent, il s'est rendu compte que ça allait vers le conflit. Un conflit au sein même des souvenirs des moudjahidines.

Habib - Mais un ministre, il représente l'Etat. S'il l'avait dit, c'est qu'il y avait un accord, non, au moins tacite ?

Fouad - Pas forcément non. Le ministère des Moudjahidine a une place à part. C'est-à-dire

que le gouvernement l'écoute, mais il a un statut à part. C'est clair qu'on ne nomme pas n'importe qui, quoi qu'à leurs yeux certains étaient n'importe qui. Mais j'estime que, parce que j'ai eu ce privilège de discuter avec certains d'entre eux, c'étaient vraiment des hommes de bien. Ils ont calmé le jeu. Ce n'est pas nous, ce n'est pas ça ce qu'on cherche. Nous, on cherche à avoir des informations. Donc ils ont fini par admettre que les historiens doivent faire leur travail et que ce n'est pas à eux à dicter l'histoire.

Mais pas au début, celui-là même qui a lancé cette histoire, c'est aux moudjahidines d'écrire l'histoire, enfin à ceux qui ont participé à écrire l'histoire, il s'est rendu compte qu'aucun homme n'est éternel.

Et puis, j'ai eu à le rappeler, j'aime bien dire, le président Boumediene lui-même a dit « Il faut que les moudjahidines transmettent le flambeau ». Tout le monde a lu il faut que les moudjahidine quittent le champ politique et passent le flambeau à la jeunesse. Ce n'est pas ce qu'il disait, ils passent le flambeau de leur souvenir, ce qui est complètement différent.

Ce n'est pas le flambeau de la politique que Boumediene demandait à transmettre à la nouvelle génération, mais celui des souvenirs et de l'histoire. Ne pas oublier. Or chaque génération écrit l'histoire en rapport avec ses problèmes, ce qu'on peut appeler dérive, c'est normal, mais en même temps, ça veut dire que l'histoire répond aussi non pas aux préoccupations de ceux qui sont passés, mais aux préoccupations de la jeunesse actuelle, de la population actuelle. On peut multiplier les exemples à ce sujet.

Habib - Après ce que vous vous disiez, ça me donne l'idée d'une question, est ce que la manière de gérer les archives, ou l'archive, et cette volonté, un peu de temps en temps, comme ce ministre des Moudjahidine, de dicter une manière d'écrire l'histoire, du moins de désigner ceux qui doivent écrire l'histoire, est-ce que ça va dans le même sens ?

Fouad – Non, ça va complètement dans le même sens. La question c'est « est-ce que ceux qui ont la responsabilité des archives arrivent à se faire entendre ? » Parfois oui, et très souvent non. C'est-à-dire qu'il y a un problème de relation entre deux mondes

Chacun travaille de son côté. Je vais aller même plus loin. L'Université s'est fabriquée à partir de murs, les disciplines n'ont pas réellement de lien entre elles. J'ai été invité une seule fois par un département de littérature française. La deuxième invitation est arrivée après et je me suis rendu compte qu'ils vivent de l'histoire sans aller aux archives.

Ce n'est pas possible ! Certes, nos littérateurs, ceux qui travaillent sur la littérature française, arabe je n'ai pratiquement aucun contact, ce sont eux qui m'ont invité et je suis allé leur parler d'un événement d'histoire. En fait, les archives ne les intéressent pas. Ils ne cherchent pas, sauf si ça leur donne l'occasion d'avoir une bourse pour aller à Aix. Là, oui. Je suis méchant hein, ça ne fait rien.

Fouad - Et donc je me suis rendu compte qu'il y avait vraiment des murs à abattre. C'est-à-dire que chacun est dans l'entre soi et chez soi. Du coup, lorsqu'une psychanalyse fait un travail sur le trauma colonial, c'est très bien tout ce qu'elle a dit, en réalité, elle n'a rien dit. Enfin, pour moi, hein ! Je n'ai pas avancé dans ma connaissance de ce trauma colonial. Là aussi, c'est ma deuxième méchanceté du jour, mais ça ne fait rien. C'est vrai que le travail est solide, je n'aurais jamais pu faire la même chose, mais si c'est un travail qui ne fait pas avancer.

Je reste sur ma faim, et j'applique ça à certains économistes. Ce n'est pas ce que j'ai trouvé

dans les archives. Et est-ce que l'économiste se contente des statistiques ?

Ce n'est pas évident, mais c'est la même chose avec des collègues de l'Institut de journalisme. Ce n'est pas parce qu'un journal est tiré à 300 000 exemplaires qu'il est plus lu qu'un journal qui n'est tiré qu'à 30 000 exemplaires. Il faut comprendre pourquoi celui-là 30 000 et pourquoi celui-là 300 000. Et même durant la période coloniale, le plus fort tirage d'Afrique du Nord, c'était l'Echo d'Oran. L'Écho d'Oran tirait trois ou quatre fois plus qu'Oran Républicain. Et c'était Oran Républicain qui était frappé d'interdiction de distribution dans les villages, dans les douars, on l'appelait le journal des Arabes. Donc on trouve dans les documents qu'on ne pouvait pas le mettre en vente dans les petits villages, le garde champêtre veillait au grain.

Habib - Juste une parenthèse, par rapport à l'importance des archives et aussi par rapport au mur qui sépare des départements, des espaces, et donc une parenthèse. Vous le savez évidemment, vous êtes l'un des premiers à le savoir, ce concept, cet échange, pour ne pas dire ... entre la France, l'Etat français, et l'Algérie, Etats, historiens, acteurs politiques et d'autres, sur la mémoire, est-ce qu'il y a une mémoire partagée et quelle est la place des archives dans cette lecture de l'histoire des relations algéro-françaises ?

Fouad - Bon, qu'il y ait une mémoire partagée sans trop réfléchir, oui, et c'est normal. Maintenant qu'il y ait une histoire partagée, c'est déjà plus compliqué parce que la mémoire partagée, c'est la réalité de ce qui s'est passé pendant plus d'un siècle. Donc ça a créé des relations qui se sont approfondies au fil des ans, au point où je suis en train de m'exprimer en français.

Au point où notre génération, mais pas la génération qui est venue après, a appris l'histoire de France. Donc ça nous a donné de drôles de repères. Louis XIV, le Roi Soleil, 1515, Marignan. Je ne vais pas jusqu'à nos ancêtres les Gaulois, mais enfin on a appris l'histoire de France, plus que l'histoire de l'Algérie. Sauf à un moment où, précisément des gens comme Max Marchand ont ouvert un livre d'histoire avec une page histoire de France et une page histoire de l'Algérie. Mais ce n'était pas général. Personnellement, dans ma scolarité, je n'ai jamais eu accès à ce livre. C'était dans les médersas, dans ce qui va devenir à la fin les lycées franco-musulmans.

Ce qu'il faut qu'on comprenne bien et qui explique que c'est plus difficile pour l'histoire, c'est que l'histoire de l'Algérie a été construite par des historiens français, pas par nous. Nous, nous sommes les héritiers de l'histoire de l'Algérie, écrite par les historiens de la période coloniale et reprise après par les historiens français et pire par les politiciens français. De l'histoire d'une Algérie qui n'existait pas premièrement, deuxièmement d'une histoire qui fait de l'histoire de l'Algérie une succession d'invasions.

Et ce qui est dramatique à mon sens mais qui est quand même normal, c'est que beaucoup d'historiens universitaires et de non-historiens universitaires, l'épicier du coin ou qui ont une petite culture historique, sont convaincus de ce qu'ils ont appris et que c'est ça l'histoire de l'Algérie.

Ils citent les Romains, les Phéniciens et les Puniqes, ensuite les Romains, ensuite les Byzantins, les Vandales, les musulmans, enfin les Arabes, puis ensuite les Turcs. Ah bon, les Turcs ? Oui, les Turcs, les Espagnols, certains ajoutent les Espagnols pour faire originaux. Bon, il y a jamais eu de colonisation du Maghreb central par les Espagnols, enfin il faut arrêter de se taper la tête contre les murs ! Et puis enfin, le dernier, le Français. Et ça nie toute réalité à la population locale, et certains sont allés encore beaucoup plus loin. Et

là, ils font une confusion. C'est ce sur quoi je travaille, tranquillement. J'espère que j'aurai terminé ça avant de mourir.

Alors il y a le Maghreb, il existe, il est là, l'Afrique du Nord, plutôt. La notion de Maghreb, C'est une notion qui vient des pays arabes. Il y a eu deux Etats, l'Ifriqiya et la Tunisie d'un côté, le Maroc, l'Empire Chérifien ou le Maroc extrême de l'autre. Et puis c'est ce qui reste au milieu qui est devenu l'Algérie. Donc, oui mais attendez, la division de ce nord, de cette partie du nord de l'Afrique, là aussi il faut, quand on dit l'Afrique du Nord, inconsciemment on enlève le F qu'il y a au milieu, l'Afrique Française du Nord. Donc on croit que ce n'est que ces trois pays, non, il y a la Libye aussi. Je ne sais pas comment on appelle les habitants de Benghazi, mais la Cyrénaïque en tous cas regarde plus vers l'Égypte que vers Tunis, et la Tripolitaine a plus souvent dépendu de la Tunisie et de Tunis que de l'Égypte, contrairement à la Cyrénaïque et en dépendant de l'Ifriqiya, elle intègre en réalité « naturellement » le Maghreb, ce qu'on appelle maintenant le Maghreb. C'est à dire que le Maghreb n'a été uni politiquement qu'à l'époque des moudjahidines, de Tripoli à Marrakech. Tripoli est là, ce qui explique d'ailleurs très souvent que les Tripolitains parlent comme les Algériens, comment ils ont sauté le Tunisien là ce sont des mystères que je laisse aux spécialistes.

Habib - Récemment, après le fameux rapport de Stora, commandé par le président français il y a plusieurs mois déjà, il y a un discours qu'on entend souvent en France, et un discours officiel, c'est le président de la République qui s'est exprimé là-dessus, d'une comment dire, de l'idée qui lui paraissait, si je l'ai bien compris, indispensable que l'histoire, puisqu'il y a une histoire commune, une mémoire commune entre l'Algérie et la France, que cette histoire soit réécrite par une commission, un ensemble d'historiens Français et d'historiens Algériens.

Qu'est-ce que vous pensez de cette... Est que c'est possible de coécrire l'histoire entre un pays anciennement colonisé et un pays anciennement colonisateur et toujours dominant ?

Fouad - Ce pays est, oui, bien sûr, ancien colonisateur, mais il est dominant parce qu'il produit plus d'historiens français, si on compare la production française sur l'histoire de l'Algérie ou l'histoire des relations entre la France et l'Algérie, ou l'histoire surtout de la France en Algérie, parce que c'est ce qu'ils font et je ne vois pas pourquoi on va leur interdire, l'Algérie fait partie de l'histoire.

Par contre, il y a des historiens français qui font l'histoire de l'Algérie. Non plus par rapport à la France, mais l'histoire, et ça c'est une vieille tradition française. Il y a des historiens français de la Russie, des États-Unis, du Japon. Mais là, c'est encore beaucoup plus fort parce que nous parlons la même langue ou les mêmes langues, c'est encore beaucoup plus fort parce que nous avons des relations. Ils nous invitent, on les invite, donc ça ne date pas de cette commission, ni de cette proposition. D'ailleurs, en 2002, j'avais entendu un ancien ministre français de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, déjà évoquer la nécessité d'une commission.

Habib - Est ce qu'il est réaliste ?

Fouad - Comme j'étais à côté de lui, je lui ai dit « mais nous, nous avons des contacts déjà anciens avec les historiens français, pas tous ».

Fouad - Les historiens « nostalgiques » ils ne nous intéressent pas, on en a déjà. On a déjà été servis, par tous ceux qui ont écrit avant les années 50. Mais déjà avant les années 50, il y a un homme comme Charles-André Julien. C'est le plus connu de ceux qui ont dit

attention, il y a autre chose ici que ce que vous nous racontez.

Un homme comme Marcel Aymé, auquel on rend pas souvent justice chez nous, on le copie, on le cite, mais ça s'arrête là. Après sont arrivés d'autres historiens, comme René Galissot, qui ont eu une tout autre préoccupation. Peu importe si pour un grand historien comme Ageron, l'histoire c'est celle des occasions perdues. Ou alors René Galissot qui a structuré finalement beaucoup mieux l'histoire. Ce que je veux dire par là, c'est que les contacts n'ont jamais cessé.

Je répète ce que j'ai dit tout à l'heure. Les historiens, ce sont les historiens français qui ont construit cette histoire de l'Algérie, en bien comme en mal, et peut être plus en mal qu'en bien. Mais il ne faut pas oublier ceux qui ont travaillé en bien, ceux qui continuent aujourd'hui à travailler en bien. Ceux qui continuent aujourd'hui, c'est la quatrième génération d'historiens que j'ai connus, qui creusent, qui creusent, comme disait un historien.

Habib - Qui creusent dans le bon sens ? Est-ce qu'il y a un bon sens ?

Fouad - Voilà. Est-ce qu'il y a un bon sens ? Le problème, c'est comment ils travaillent. Quelles sont leurs sources ? Quelles questions ils posent ? Quand une dame travaille sur les postiers, je pense qu'elle travaille dans le bon sens. Elle fait apparaître les contradictions de la politique coloniale, elle fait apparaître les problèmes de la langue, elle fait apparaître toutes les contradictions du système colonial administratif. Parce qu'un Européen et un Algérien qui ont les mêmes diplômes n'accèdent pas au même poste.

Habib - Et pas aux mêmes documents non plus, pas aux mêmes archives non plus.

Fouad - Non, ça c'est une autre histoire, et je parle de travailler sur la poste. Je dis qu'eux, ces jeunes historiens, mais pas tous parce que les études Maghrébines en France vont paraître-ils en se rétrécissant. À tel point que j'ai entendu Gilles Kepel dire « oui, mais c'est parce qu'on connaît maintenant mal le Maghreb et on connaît mal le monde arabe parce qu'on est obligé de passer par les Tunisiens, les Marocains et les Algériens qui vivent en France ». C'est par eux qu'on est obligé de passer pour savoir ce qui se passe dans le monde arabe ... Je ferme la parenthèse !

Ce que je veux dire, c'est qu'il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Il existe de bons historiens français, par rapport à nos préoccupations, pas bons classiquement, par rapport à nos préoccupations ils nous apportent beaucoup.

Habib - Mais est-ce que vous pensez qu'une commission mixte est quelque chose de faisable ou que chacun continue à travailler de là où il est et que la commission elle est physique, c'est la production qui à un moment se réunit

Fouad - Ça, c'est le problème, qui est posé tant en France qu'en Algérie. Que chacun continue à travailler de son côté, oui, qu'il y ait des contacts entre les historiens français, algériens, oui, mais je pense maintenant que cette commission peut être et devrait être une bonne chose. Et ça ne veut pas dire que ça va être cette histoire commune. Ça va être difficile, ce ne sera jamais cette mémoire, de toute façon la mémoire commune, elle existe, elle s'affronte, si elle s'affronte c'est qu'il y a un problème commun qui se pose à nous.

Quand on publie, quand les éditeurs demandent de l'argent au ministère de la Culture pour publier les mémoires d'un colonel français, l'éditeur n'a qu'à se débrouiller !

Ça m'a toujours fait sourire quand on ramène certain journaliste, je ne sais pas si je vais mettre ça au pluriel, qui avait écrit sur l'histoire du FLN. Vous êtes en train d'éditer un livre que vous n'avez pas lu. C'est le titre qui vous a plu, mais ce qu'on trouve à l'intérieur ... bon, après tout, pourquoi pas ? On me dit oui, mais quand même, la vision des colonels français, ils nous ramènent, ils nous disent, et cetera. Moi je n'ai rien contre, mais je pense que ce sont des livres qu'il faut encadrer. Ce n'est pas « La Bataille d'Alger » écrite par le général Massu qui va régler nos problèmes historiques. C'est même impossible.

Et là arrivera le temps où des jeunes historiens algériens vont faire la part des choses. Nous, on pose des problèmes, on signale, mais on ne peut pas tout faire.

Habib - Si on vous appelait pour être membre d'une commission mixte, vous accepteriez ?

Fouad - Je n'y verrais aucun inconvénient, c'est-à-dire que je considère que si on fait appel à moi c'est qu'il y a des choses que l'on voudrait entendre. Et si on ne fait pas appel à moi et bien ce n'est pas la fin du monde !

Habib - J'ai envie de vous demander de nous parler un peu de votre enfance. Changer carrément de registre. Vous êtes, comment on devient l'historien et archiviste que vous devenu ? Vous étiez né dans une famille liée à cette histoire ? C'est un accident ? C'est, comment vous avez grandi ?

Fouad - En fait, ce n'est pas une histoire familiale classique. Il n'y a pas de commerçants dans la famille. Ils sont tous dans le travail bureaucratique et ça remonte à mon arrière-grand-père, qui était cadî, fils probablement d'Anara, fils probablement d'un autre cadî. C'est-à-dire qu'on ne connaît pas les frères, et encore moins les sœurs, on ne cherche pas à connaître les sœurs de l'arrière-grand-père. On ne les connaît pas. Et comme la tradition, c'est de donner à l'aîné le prénom de Mohamed, donc il arrive à un moment, on sait plus qui est Mohamed. Ils portent tous le nom. Et donc c'est une famille originaire de Tlemcen.

Cet arrière-grand-père a eu deux femmes, une tlemcénienne et une mascarienne, et pour moi, c'est très important parce que Tlemcen et Mascara sont les socles de l'Ouest algérien. Je me suis dit cet arrière-grand-père c'est un gros malin, aller chercher une mascarienne après avoir épousé une Tlemcénienne, il sait ce qu'il fait, il va le payer cher, peu importe. Mais ses enfants constituent la première étape de la rupture d'avec la formation classique. Ils sont tous allés à l'école, même les filles. Mais quelle école ? L'école française. Ils vont tous être diplômés de l'école française à certains niveaux. Il y en a même un qui a fait l'Institut des Hautes Etudes Berbères de Rabat. Il maîtrisait l'arabe, le berbère, le français, il traduisait.

Le grand père le plus proche, le mien, a fait l'Ecole normale de Bouzareah. Les autres ont fait des carrières dans l'administration. Leurs enfants, à un degré ou un autre, ont continué cette carrière. Sauf qu'eux, ils vont être confrontés comme tout le monde au mouvement national et à la guerre de libération nationale.

Ça veut dire que partout il y avait des livres. C'est un de mes grands oncles, que j'aimais bien, qui m'a appris à lire Le Canard enchaîné.

Habib - Le Canard enchaîné !

01:14:45:12 - 01:15:17:00

Fouad - Le Canard enchaîné, ça veut dire qu'il venait de loin. Ce n'est pas L'Écho d'Oran qui rentrait à la maison, c'est l'Oran Républicain, avec un grand père qui lui militait. Bon, il était plus proche de Farid Abbas et des socialistes, la SFIO, mais il était proche du PCA. Voilà, il est mort trop tôt d'ailleurs, mais les souvenirs que je garde de lui, c'est que j'allais acheter avec lui le journal. Et tous avaient des bibliothèques, tous avaient des livres. Certains ont émigré, je ne les ai jamais connus, en France, donc je ne les ai plus revus, j'entendais parler d'eux et sans plus, sans savoir exactement à quel niveau ils sont.

Donc j'ai toujours vu des livres à la maison. Ma mère lisait, elle était allée jusqu'au certificat d'études. Après ma grand-mère a dit Hop, plus question que tu sortes, mais elle a quand même passé son certificat d'études.

Habib - Mais elle lisait des livres.

Fouad - Ah ça, elle avait sa bibliothèque, elle lisait des livres.

Habib - Quel genre de livres une femme lisait à l'époque, quel genre de livres ?

Fouad - Les romans de l'époque.

Habib - Les romans en français ?

Fouad - En français oui, ça, ça a été le boulet qu'on va traîner. La langue arabe va progressivement se rétrécir dans notre univers, langue arabe écrite ! Écrite, pas parlée, parlée elle avait sa place, toute sa place. Donc le livre n'était pas une chose inconnue. Et dans ces livres, il y avait des livres d'histoire dans lesquels je plongeais régulièrement.

Habib - Plutôt la lecture de votre père, à l'époque ?

Fouad - Oh ça, je ne peux pas vous dire. Par exemple, le livre que j'ai lu à l'époque, qui était à la maison, c'était « Les mystères de Paris » d'Eugène Sue.

Habib - C'est le premier livre ?

Fouad - Peut-être que c'est le premier livre de 1000 pages que j'ai lu entièrement, mais il faut savoir pourquoi. C'est parce qu'on ne pouvait plus sortir dans la rue à cause de l'OAS. On ne pouvait plus aller à l'école à cause de l'OAS. Eh bien c'est parce qu'on sortait pas qu'on lisait.

Habib - Parce qu'il y avait un réel risque ou vous aviez, la peur n'était pas forcément justifiée ?

Fouad - Non la peur, il y avait un réel risque, sauf que nous étions protégés par nos voisins,

Habib - Avec des bonnes relations ça supposait

Fouad - A l'époque de l'OAS, que ce soit ici à Oran ou à Bel Abbès, il y a eu un mouvement qui n'est pas encore étudié. Les Algériens qui habitaient les quartiers européens ont eu à échanger leurs maisons avec les Européens qui habitaient les quartiers algériens. Et là, il y a quelqu'un qui l'a écrit et je lui en suis fortement reconnaissant, c'est Abdelkader Djemaï, qui habitait à Oran dans un quartier, la cité Petit où il ne pouvait plus rester, sa famille ne pouvait plus rester. Donc ils ont échangé, voilà mes clés, voilà mes clés et chacun est parti dans le quartier de l'autre. Il y a eu un regroupement comme ça et ça c'est très peu connu.

Habib - Juste pour être sûr d'avoir bien compris entre Arabes, Indigènes, et Français, c'est ça ? L'échange se faisait entre des familles françaises et des familles.

Fouad - Alors Européens, on ne disait pas Français

Habib - Oui, Européens, bien sûr

Fouad - Est-ce qu'il y a eu une dizaine ou une centaine de cas, je ne sais pas, parce que j'ai jamais eu de travaux là-dessus. Et j'en suis reconnaissant à cet auteur, Abdelkader Djemaï, qui raconte cette histoire qui était aussi notre histoire. On a échangé avec les Européens, ils sont venus ici, nous sommes partis là-bas et puis voilà. Et après l'indépendance, chacun a récupéré son bien. Ou alors les Européens étaient partis, ça dépendait des cas.

Habib - Et votre famille même a connu cet échange-là ?

Fouad - Ben oui, c'est pour ça que j'étais content de lire Djemaï. Il a raconté cette histoire dans « Une ville dans la guerre » je crois. Il a raconté cette histoire, et je pense que c'était assez développé. C'est vrai que c'était parti peut-être en 1956, lorsqu'ici à Oran le préfet avait dit qu'il fallait évacuer les Européens qui vivaient dans des quartiers complètement algérianisés, comme la ville nouvelle, enfin c'est une histoire de quartier. Il fallait éviter qu'il reste des Européens dans ces quartiers. Voilà. Mais ça, c'est une décision bureaucratique de l'administration

Habib - De sécurité, supposée être de

Fouad - Oui, de l'administration. Mais en réalité, il y avait beaucoup de relations entre nous, entre si j'ose dire les deux communautés, parce que j'introduis les communautés juives avec, mais vous savez, quand vous allez à Tlemcen, à cette époque-là les juifs, on reconnaissait certains, mais d'autres, surtout les femmes, c'est comme à Constantine, ça c'est encore une autre histoire à développer chez nous.

Habib - Une histoire commune. Et vous êtes né dans les livres, donc ça n'a rien d'étonnant, et ce livre d'histoire, probablement, a été la première indication pour vous que l'histoire, ça pourrait être intéressant ?

Fouad - Non, pas jusque-là, je n'ai pas conceptualisé. Après effectivement c'est au lycée que j'ai découvert l'histoire, enfin aimé histoire, c'est au lycée. Sixième, cinquième, quatrième. Le souvenir que j'ai, c'est d'avoir lu les livres d'histoire avant d'entrer en classe, pendant l'été. Et comme tout le monde, parce qu'il ne faut pas non plus idéaliser, comme tout le monde les bandes dessinées vont jouer un rôle extraordinaire dans la vision que j'avais peut-être de ce que je vivais. La bande dessinée, pas classique, mais celle qui se vendait pour un franc en librairie, même pas la librairie, le marchand de journaux du coin.

Habib - Oui, avec une couverture souple, ça se vendait comme ça avec les journaux. Et vous entrez au lycée à quel âge ?

Fouad - A 11 ans en 59, parce que j'ai dû redoubler. Ceci dit j'ai vécu en France, à une période, trois ans !

Habib - Avant le lycée ?

Habib - Comment, c'est quoi cet épisode ?

Fouad - Après l'arrestation de mon père, il fait partie de ces gens qui ont été expulsés de France, d'Algérie.

Habib - Il a été arrêté en quelle année ?

Fouad - En 57.

Habib - Pour militantisme ?

Fouad - Militantisme, c'est un grand mot, mais en tous les cas par le fait qu'il alimentait les

Fouad - Il avait sa voiture, il avait son statut d'infirmier, il alimentait les maquis en médicaments, en candidats pour... Comme tous les petits bourgeois, il avait aménagé dans la maison une petite pièce où on n'avait pas le droit d'entrer et c'était le lieu où il recevait les moudjahidines qui partaient vers le maquis ou qui étaient blessés, qui revenaient, je n'ai pas très bien compris cette histoire. Je pense qu'il n'a fait que ce que n'importe qui pouvait faire. Il y avait rien d'extraordinaire dans ce qu'il faisait.

Habib - Mais sa compétence d'infirmier lui permettait peut-être de soigner aussi, de recevoir des gens pour les soigner.

Fouad - Je ne peux pas aller jusque-là, je n'en sais rien

Habib - Trois ans en France, vous étiez où ?

Fouad - À Clermont-Ferrand.

Habib - Et comment ça s'est passé, vos souvenirs de cette période-là ?

Fouad - Je crois, 60 ans après j'ai l'impression que j'étais dans un autre monde. Si ce n'était la radio, qu'on écoutait tous les soirs comme ça. Le fait que mon père refusait la télévision à la maison, je me souviens quand on est revenus, la veille de l'indépendance, quand on lui a dit On aimerait bien avoir la télévision, puisque ça existe on l'a vue à droite et à gauche. Il nous a dit le FLN a dit non, pas de télévision à la maison. Ah, alors si le FLN a dit non ! J'ai pas cherché à savoir ce que c'était ça le FLN. Le FLN a dit non donc c'est non. Et donc en écoutait la radio. L'image que j'ai, c'est les manifestations de décembre 60. Mon père n'était pas encore rentré et ma mère écoutait la radio, ce qui se passait à Alger, c'était Europe1, avec le transistor, voilà des archives qu'il faut récupérer ! Enfin récupérer, acheter. Et donc elle était là, assise, elle écoutait la radio. On entendait les cris, des tirs. Et puis elle était là, en train de pleurer, la première fois que je l'ai vue, non la deuxième fois que je voyais ma mère en train de pleurer. La première fois pour le décès de mon grand-père. C'est là que j'ai compris qu'il y avait quelque part de l'autre côté de la mer, des événements.

En décembre 60, le 11 décembre 60, il y a eu un massacre à Alger. Et donc elle entendait ça à la radio. Moi, j'étais là, comme un imbécile, à la regarder. Qu'est ce qui se passe ? Elle ne répondait pas. Voilà le souvenir que j'ai. Après, ça va être l'OAS. Là je n'ai pas besoin d'elle pour savoir ce que c'était, parce qu'on était vraiment en danger. C'est pour ça que ça me touche encore quand j'apprends que l'OAS c'était une organisation comme le FLN ! Ah bon ? Tiens donc. Oui, mais après tout, le FLN tuait autant que l'OAS, non, non. L'OAS a tué plus que n'a pu tuer, et encore que je déteste ces calculs macabres.

Fouad - Ça n'a pas de sens ! Quand on tue quelqu'un parce qu'il est comme ceci ou comme cela.

Fouad - L'intellect ne l'accepte pas. Pas plus que la Shoa. Mais il y a eu des tentatives d'extermination en Algérie et ça n'a pas empêché les militaires de dormir. Certains oui, ils en sont encore malades, mais il y a eu une politique, il y a eu des tentatives d'extermination de la population.

Habib - Vous pensez qu'il y avait un projet ?

Fouad - Ah il y a eu des projets d'extermination. Les projets les moins horribles, c'était d'expulser la population algérienne non pas seulement vers l'ouest ou l'est, mais surtout vers le sud.

Habib - Dans le désert.

Fouad - Vers le sud. Et en 1937, 38, dans l'Oran Républicain il y a un article : C'est à vous de partir au Niger, Nous sommes ici chez nous.

Alors évidemment, si j'ai lu ça il y a 30 ans, j'aurais dû garder un souvenir plus précis. Mais c'est possible de le retrouver. J'ai dû prendre des notes dans mes propres archives.

Et donc c'était un Algérien qui avait écrit et le journal Oran Républicain a publié « C'est à vous à partir au Niger ». C'est-à-dire qu'on voulait expulser progressivement les Algériens au Niger.

Habib - 62, l'indépendance. C'était quoi pour vous, vous avez un souvenir ?

Fouad - Ah ça oui, c'était la fin de la guerre.

Habib - Oui, mais la fin de la guerre ...

Fouad - Attendez ! C'était la fin de la guerre, cela signifiait qu'il n'y a plus d'hélicoptères qui survolent la rue, il n'y a plus de fils de fer barbelé. On peut sortir le soir, il n'y a plus de couvre-feu, on peut jouer dans la rue, il n'y a plus de crainte de se retrouver pris dans une fusillade. La paix, c'est une réalité. LA PAIX, voilà, on peut lever les yeux !

Habib - À partir de quelle date précise vous pensez que la paix est vraiment arrivée ?

Fouad - Là où j'étais, c'était à la veille du 5 juillet, nous étions à Tlemcen. Tlemcen avait été libérée bien avant, et après, c'est retour sur Bel-Abbès et Oran. Mais vous savez, quand vous n'entendez plus un hélicoptère, il faut vivre cette période pour savoir ce que signifiait ne pas entendre le vol, le passage d'un hélicoptère.

Ces hélicoptères qu'on appelait les bananes, parce qu'ils ont une forme comme ça de banane et on sait qu'à l'intérieur c'est la mort qui s'y trouve. Ce sont les parachutistes. Et soit ils reviennent d'une expédition, soit ils vont attaquer quelqu'un et on les voit passer. Il n'y a plus de camions militaires qui passent, il n'y a plus de fouille. Vous pouvez entrer dans un magasin à moindre prix, sans que vous ne soyez fouillés ou obligés de lever les bras. C'est ça la paix. Mais je ne sais pas pourquoi, j'ai gardé cette image qu'on pouvait regarder le ciel bleu, comme ça, sans voir passer un hélicoptère, sans voir passer une banane. C'est l'image qui m'est restée. Je ne sais pas pourquoi, le ciel est tranquille, il nous aime,

il est tranquille, il est bleu. C'est ce qu'on aime.

Habib - Vous l'avez fêtée ?

Fouad - Nous étions ce jour-là à Tlemcen, le 5 juillet, on ne savait pas ce qui se passait à Oran. On n'a pas entendu parler de ce qui s'est passé à Oran. Aujourd'hui, on est en train de grossir cet événement. Enfin, on ne sait pas ce qui s'est passé à Oran. Ensuite, on est revenus. Donc Bel-Abbes et Oran. Je n'ai toujours pas su ce qui s'était passé le 5 juillet à Oran. Ce n'est qu'après que je vais poser la question.

Habib - Et qu'est ce qui s'est passé le 5 juillet à Oran ?

Fouad - Alors, ce qui m'avait intéressé avec un de mes collègues, c'est pourquoi on ne parle pas à Oran de ce qui s'est passé le 5 juillet 1962 ? Pourquoi il y a eu comme un, c'est une journée qui a disparu, on n'en parle plus, aucun souvenir et en tous les cas aucun souvenir diffusé.

On ne nous a plus rien dit, sauf une professeure, notre prof d'anglais de terminale. Elle nous a parlé de ça, elle nous a dit lors d'un cours « Le 5 juillet à Oran, voilà ce qui s'est passé, mais heureusement ça s'est terminé très vite ». Et on est passé à autre chose. Et je n'ai plus entendu parler de ça jusque dans les années 1990. Et là, avec un collègue, on s'est dit tiens, ça va être bientôt le 30^e anniversaire. Et puis, qu'est ce qui s'est passé à Oran ? Tu te souviens, la prof d'anglais ? Voilà ce qu'elle nous a dit, c'est vrai.

On s'est mis à interroger à droite, à gauche. Qu'est ce qui s'est passé à Oran ? Certains nous ont dit non, il ne s'est rien passé, laissez tomber. Attendez, du calme, on est des chercheurs, il s'est passé quelque chose. Il y a eu des assassinats, il y a eu de graves événements. Et ce n'est que petit à petit que les langues se sont déliées.

C'est là qu'on découvre qu'il y a eu des accords non écrits, tacites, entre l'armée française et le FLN contre l'OAS. C'est là qu'on apprend que les militaires français, avant l'indépendance, c'est une période transitoire après le cessez le feu qu'on va commémorer probablement, que les soldats français préféraient se faire soigner dans la petite infirmerie du FLN qu'à l'hôpital civil ou encore moins à l'hôpital militaire. D'abord parce que l'hôpital militaire était un peu loin. C'est là qu'on apprend que l'OAS tirait sur les soldats. Qu'est-ce que c'est que cette histoire ? Le général Katz va décrire, va faire 2 livres d'ailleurs sur ça, il s'explique. Quelle est l'attitude du gouvernement, de l'OAS et de l'armée française ? Et puis, de proche en proche, on arrive à cette histoire.

On arrive au 5 juillet. L'OAS à Oran refuse l'accord OAS-FLN du 17 juin à Alger. L'OAS à Oran avait pour projet de faire la République Française d'Oran, qui devait s'accompagner d'une épuration ethnique. Ça a commencé avant, mais c'est pour ça qu'il y a eu ce mouvement. Les Européens se regroupent dans les quartiers européens, les Algériens se regroupent dans les quartiers algériens mais seulement ça va être difficile, à Oran. Comme l'a écrit très bien Michel Coquery, un géographe, tiens, un géographe, il dit oui, mais il y avait des immeubles dans certains quartiers, les immeubles étaient partagés. Au premier étage il y a des Français, au deuxième étage, il y a des Algériens et après il va falloir trouver une solution. Ce n'est pas facile, c'est-à-dire qu'il n'y avait pas deux mondes, encore une fois, géographiquement deux mondes. J'avais appelé ça la géographie inhumaine. Vous n'avez pas intérêt à rester dans des quartiers tenus par des européens et vice versa. Les seuls quartiers qui étaient vraiment européens, c'était le centre-ville d'Oran. Mais là, les petits travailleurs et ouvriers français n'habitaient pas, on le sait parce que le prix du mètre carré

en 1961, au centre-ville d'Oran, était plus important que le prix du mètre carré à Paris.

Habib - Ah oui !

Fouad - Ah oui, parce que débarquent des clients qui viennent des villages et qui sont aisés. Ils ont provoqué une hausse des prix, des loyers ou pire de la vente des logements, ce qui fait qu'on on disait, maintenant ça ne m'a intéressé que secondairement, que le prix du mètre carré dans la rue principale d'Oran était plus important qu'à Paris.

Habib - Vous rentrez au moment de l'indépendance, vous avez quatorze ans, si mes calculs sont bons.

Fouad - Moins. Je n'avais pas bouclé mes quatorze ans.

Habib - Oui et donc vous rentrez au lycée à ce moment-là.

Fouad - Ah oui, j'étais déjà au lycée. On a eu une coupure, puisqu'on ne pouvait plus aller à l'école. Là aussi, il y a des choses à raconter. Comment se fait-il que vous ne puissiez plus aller au lycée ? Qu'est ce qui se passait ? Le censeur nous disait non, je ne peux pas vous laisser sortir. Vous restez ici jusqu'à ce que ça se calme.

Habib - Combien de temps cette rupture ?

Fouad - Oh, je pense que ça se passe avant le cessez le feu, après le cessez le feu il n'y a plus classe. Donc après l'indépendance, on reprend les cours. Dès l'été de septembre 62, on retourne au lycée.

Habib - Vous passez votre bac en quelle année ?

Fouad - Je passe le bac en 66.

Habib - Quelle discipline ?

Fouad - Philosophie, bien sûr. Le bac c'est le bac philo.

Habib - Et les études alors, vous entrez à l'université, vous faites quoi comme études ?

Fouad - Histoire, tout naturellement.

Habib - Dès la première année ?

Fouad - Non, La première année à l'université, c'est la propédeutique. À l'époque, c'était la propédeutique. Mais enfin, c'était l'histoire. La voie était tracée. J'ai perdu une année, puis j'ai repris. La voie était toute tracée. Histoire, c'était décidé depuis déjà un bout de temps. La philosophie, c'était peut-être un peu trop fort pour moi. Ça m'aurait intéressé, mais c'est trop fort pour moi, ça exigeait une préparation que je n'avais pas eue en terminale.

Habib - Vous auriez aimé faire philo ?

Fouad - Probablement. Mais en réalité, c'était peut-être pour trouver autre chose que l'histoire, mais bon, c'est allé directement vers l'histoire. Et j'ai eu une chance extraordinaire d'avoir d'excellents enseignants, Algériens et Français.

Habib - Vous faites donc votre licence

Fouad - D'excellents, ainsi que je le dis bien, excellents, des élèves de Georges Duby. Je vais dire son nom pour lui dire merci, maintenant il est bien vieux je ne sais même pas s'il est encore en vie, Michel Sot, qui m'a appris la méthode historique. Philippe Leveau qui lui, est toujours en vie, lui aussi c'était quelqu'un. Mais à côté de ça, il y avait ceux qui m'ont appris l'histoire de l'Algérie, que ce soit Mounir Bouchenaki ou que ce soit Mahfoud Kaddache ou Rachid Bourouiba.

Habib - Vous les avez eus comme profs.

Fouad - Que j'avais eu comme profs. Rachid Bourouiba m'a fait découvrir la période médiévale, qui va être mon jardin secret. C'est à dire que je ne suis pas autorisé, si j'ose dire, académiquement, d'en parler. J'écris rarement sur la période médiévale, mais ça a été ma véritable passion. Et j'ai fait plutôt l'histoire contemporaine des années 30.

Fouad - Pas beaucoup les années 40, parce que je ne comprenais pas très bien. C'est grâce à Kaddache que je vais comprendre ce qui s'est passé dans les années 40, même si je n'étais pas entièrement d'accord avec lui. Mais bon, ça c'est une autre histoire.

Surtout donc période de la guerre de libération nationale à partir de deux travaux, le premier sur le 5 juillet, parce que c'était presque du vécu.

Et le deuxième travail que j'avais fait c'était sur le 1^{er} novembre 54. Bon le 5 juillet je ne peux plus y revenir, j'ai fait ça il y a plus de 20 ans, ça ne m'intéresse plus de vraiment revenir là-dessus tant qu'il n'y a pas de nouveaux documents. Par contre, le 1^{er} novembre, je me suis rendu compte que le texte que j'avais fait en 92 était complètement dépassé. Je fais exprès de dire complètement dépassé pour me convaincre, parce que j'ai découvert d'autres choses, d'autres questions, qui me permettent de dépasser le discours généralement dit. Par exemple quand on dit que le 1^{er} novembre le peuple algérien tout entier, ce n'est pas du tout le peuple algérien tout entier, c'est vraiment la minorité de la minorité.

Habib - C'est qui cette minorité ?

Fouad - C'étaient les militants activistes, ceux qu'on a appelé les neutralistes, qui sont au sein du parti indépendantiste, qui se disaient indépendantistes en tout cas, le mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques de Messali Hadj. Et donc, quand il va y avoir la crise de ce parti, une crise politique violente entre les messalistes, c'est-à-dire ceux qui défendent la position de Messali et ceux qui étaient contre, à savoir le comité central, en tout cas la majorité du comité central, là vont sortir des gens ni l'un ni l'autre, mais avec l'un et l'autre. Ça, on l'oublie toujours de le dire. Et donc c'était une minorité qui a été créée à contre-courant de ce que pensaient les responsables centralistes. L'Organisation Spéciale l'OS, ils font le choix de la lutte armée. Voilà. Et donc c'est là qu'on découvre beaucoup de choses tuées jusqu'à présent.

Ensuite, il y a le texte du 1^{er} novembre. Là, je peux le dire, je peux être plus précis parce que je ne fais que le dire et le répéter, le texte du 1^{er} novembre, aujourd'hui, on n'accepte pas. Alors « on » ça peut être n'importe qui, l'instituteur ou le professeur de lycée, ou même le professeur de l'université. Et même les hommes politiques, beaucoup d'hommes politiques n'acceptent pas que la déclaration du 1^{er} novembre dont on fait le fondement de l'histoire de l'Algérie d'aujourd'hui, ait été écrite en français. Ça, pour eux, c'est inacceptable. Oui, elle a été écrite en français parce que ceux qui l'ont rédigée, n'écrivaient pas en arabe.

Alors comment ça ils n'écrivaient pas en arabe ? Qu'est-ce que c'est que cette histoire ? Tu racontes des histoires ! Ça a été écrit en français et ça va être traduit. Mais ça va être traduit par qui ? Quand ? Où ? On ne nous le dit pas puisque les tenants de ce que ce qu'on appelle - bon moi je refuse ce qualificatif - l'histoire « officielle ».

Là aussi, c'est intéressant cette histoire officielle. Il n'y a pas d'histoire officielle, sinon celle qui s'enseigne. Donc, quand j'ai dit à des collègues enseignants de lycée, puisqu'on m'avait fait l'honneur de me demander mon avis, mettez dans les livres d'histoire des collèges et lycées la déclaration dans sa version en arabe, il faut avoir le courage d'ajouter, « traduit du français ».

Fouad - C'est un véritable blasphème.

Habib - Mais elle était, elle a été dite oralement dans un discours, proclamée oralement, cette déclaration de l'indépendance ?

Fouad - Alors ça, je ne pourrais pas te dire.

Habib - Si elle était proclamée, c'est dans quelle langue, en français !

Fouad - Non. Ça a été lu sur les ondes de Radio Le Caire. L'émission *Sawt el arab*. Donc le texte n'a pu être lu qu'en arabe.

Repris le lendemain ou deux ou trois jours après, il y a quelqu'un qui a écrit là-dessus, par Radio Budapest. Intéressant parce que ça pose un problème. Radio Budapest qui il y avait comme Algériens à Budapest, sinon le PCA ? C'est le PC, c'est le parti communiste qui a fait lire ça sur Radio Budapest. Comment ça le Parti communiste ? Avant, ils étaient avec nous. Ça, c'est une tout autre histoire ! Et donc ça a été lu, mais si ça a été lu en arabe, c'est que ça a été traduit ! Et traduit par qui ?

Je ne vais pas rentrer dans les détails. Mais ça a été traduit par les représentants de ce qu'on a appelé le CRUA, enfin les représentants de ceux qui ont décidé, finalement, de passer à la lutte armée. Et ils n'étaient que trois. Ça ne veut pas dire qu'il n'y avait pas d'autres avec eux. C'était Aït Ahmed, par ordre alphabétique, Ben Bella et Mohamed Khider. Mais de ces trois, le seul qui maîtrisait la langue arabe, je dis bien maîtriser, l'arabe classique, c'était Mohamed Khider, Aït Ahmed avait des notions bonnes mais insuffisantes. Et Ben Bella, ne lisait pas et n'écrivait pas en arabe.

Alors le témoignage que j'ai trouvé de Aït Ahmed, il dit, c'est simple, c'est Ben Bella qui a lu la déclaration à sawt el arab, la Radio Le Caire. Qu'est-ce que cette histoire ? Il ne sait pas lire en arabe et l'a lue ? Il a transcrit tout le texte en arabe en caractères latins.

Habib - Pas possible !

Fouad - Non, c'est logique, parce qu'il y a eu à un moment dans les écoles chez nous, même dans les lycées, un cours d'arabe parlé, et l'arabe parlé ne s'écrivait pas en caractères arabes, il s'écrivait en caractères latins, et donc l'œil de Ben Bella, la culture de Ben Bella, d'Aït Ahmed et de Mohamed Khider aussi, ils avaient appris à lire en caractères latins les mots en arabe.

Et la dernière génération d'élèves de lycée qui ont appris cela était encore au lycée en 1962-63, quoiqu'on leur avait fait introduire évidemment les caractères arabes, et la plupart de

ceux qui étaient au lycée dans les années 50, pour le bac et pour les examens étudiaient en première langue l'arabe, c'est-à-dire l'arabe dit classique, littéraire.

Mais en troisième ou quatrième, il fallait prendre une deuxième langue. C'était l'arabe parlé. Donc ils étaient familiers de ce choc culturel. Lire l'arabe à partir des caractères latins, écrire et lire l'arabe en caractères latins. Et donc ils vont traduire le texte. Et pendant que Aït Ahmed et Khider discutent avec les autres représentants des autres tendances politiques, Ben Bella va à Radio Le Caire, lit l'article, lit la proclamation qui est diffusée, alors en direct ou pas ? Moi je pense que ce n'était pas en direct, parce que les services égyptiens font leur boulot, ils veulent savoir ce que tu vas raconter. Et il n'y avait que Nasser qui pouvait donner l'autorisation, parce que ça allait créer des problèmes avec la France et ça a créé des problèmes avec la France, comme ça va créer problèmes entre la France et la Hongrie.

Les Français vont réagir féroceement contre les Hongrois et contre les Égyptiens. Et voilà comment Ben Bella s'est retrouvé, placé par l'ennemi, à la tête du mouvement d'indépendance. Il n'était pas tout seul et c'était Boudiaf le coordinateur, ce n'était pas lui. Mais la force de la radio va faire qu'on va parler de Ben Bella et de ses compagnons. Par contre, Khider va rentrer dans l'anonymat. Plus personne ne le connaît. Alors que c'est lui, si je puis dire, l'arabisant. Ben Bella avait sa culture, attention, je ne dis pas ça. Je dis qu'il ne pouvait pas lire un texte pareil.

Habib - Vous avez fait une thèse ?

Fouad - Ah non, j'ai arrêté.

Habib - Parce que vous vouliez travailler, parce qu'il y avait une obligation ?

Fouad - Parce que j'avais beaucoup à faire aux Archives Nationales.

Habib - Comment vous êtes entré aux archives ?

Fouad - A cause de l'arabe. Je me suis dit il faut être honnête, je peux pas aller enseigner à l'université avec ma non-maîtrise de la langue arabe. Peut être à l'école primaire et encore, peut être au lycée, mais à l'université, on entrait dans un département d'histoire qui est en train de s'arabiser, il faut être sérieux. Je me suis dit donc, impossible. Ça a été peut-être une grossière erreur, mais enfin, et puis l'occasion s'est présentée aux archives. J'ai tout de suite trouvé du travail, il y avait beaucoup à faire, à classer, à repérer, à travailler.

Habib - Vous aviez déjà une conception de ce que doivent être les archives, à ce moment-là ?

Fouad - Oui et non. Oui, parce que parallèlement à ça j'avais suivi les cours pour préparer ce qu'on appelait à l'époque le diplôme d'études approfondies. Donc la question des archives s'était posée surtout sur la période contemporaine. Non parce que j'avais une vision classique de l'archivistique, enfin on ne disait pas d'ailleurs l'archivistique, les archives sciences auxiliaires de l'histoire. Voilà ce que j'ai appris à l'université.

Fouad - Donc je suis resté avec ça, puis après je me suis retrouvé dans un autre monde, j'ai fait mon stage à Paris. C'est là que nous allions, tous ceux qui allaient entrer aux archives. On passait par Paris, on était aux Archives de France. C'est là que j'ai vu un autre monde. Les archives, ce n'est pas uniquement l'histoire. Voilà.

Habib - Est-ce que vous avez vos archives, les archives de la famille, est-ce que vous avez constitué des archives personnelles ?

Fouad - Par la force des choses. Parfois j'en ai trouvé, parfois j'en ai perdu.

Il y a un texte que j'ai perdu, comme il n'y avait pas d'ordinateur, j'avais interviewé dans les années 80 un militant communiste, nous étions deux. Et puis on n'a pas pu continuer. Mais surtout, pourquoi je dis que c'est très intéressant, pourquoi je dis aux historiens quand vous interviewez quelqu'un il faut en savoir puisque lui, sur lui, il va vous entraîner à droite et à gauche, attention ! Mais ça reste quand même une archive, même avec ces insuffisances au niveau de la connaissance. Et donc je m'étais absenté, mon collègue y est allé tout seul. C'était un militant communiste, et il lui a dit « voilà ce qui s'est passé à Tlemcen, Il y a eu tel événement, et les militants de l'époque ont fait ceci et cela ».

Quand j'ai écouté la cassette, qu'on va perdre, le militant n'avait pas donné de noms. Or, tout ce qu'il avait raconté, c'était ce qui lui était arrivé, sans dire que c'était lui. Ce qui fait que mon copain a été pris au piège, il a continué la discussion et il m'a dit Je n'ai pas osé lui demander les noms de ces deux militants qui ont fait bouger la ville de Tlemcen, en 1936. Mais c'était lui ! Et là on a découvert que ceux qui évoquaient le moins leur participation et qui ne donnaient jamais leur nom, c'étaient les communistes. Voilà, c'étaient des militants qui ne disaient jamais j'ai fait ceci, moi j'ai fait cela. Ils disent ce qu'ils ont fait sans dire que c'était eux.

Habib - C'est l'histoire qui était importante.

Fouad - Et puis ensuite, on a perdu les cassettes. Je ne sais pas pourquoi. C'est ce que j'appelle une leçon de méthode. Il faut faire attention quand on travaille la mémoire des anciens militants, quel que soit leur parti politique.

C'est d'ailleurs pourquoi j'ai cité cet exemple. Oui, parce que ça fait partie des archives personnelles que j'ai perdues. Pourquoi ? Comment ? Alors moi, je suis capable peut-être de mettre de l'ordre dans les archives de l'État. Mais dans mes archives personnelles, c'est une autre histoire.

Habib - Justement, c'était ma seconde question comment vous entretenez vos archives ?

Fouad - Mal, très mal !

Fouad - Ça prend du temps. Une collègue m'avait dit « Ecoute, fait comme Paul-Albert Février, tous les soirs quand il rentre chez lui, il révise ce qu'il a écrit, ce qu'il n'a pas écrit. Il déchire tout ce qui n'est pas important. Il classe ». Je lui ai dit quand je rentre chez moi, d'abord, je suis fatigué et ensuite je vois ce qui manque à la maison. Donc je ne crois pas que j'aurais pu faire comme Paul-Albert Février, qui est un grand historien. J'ai oublié de le citer tout à l'heure, mais lui aussi il m'a appris beaucoup de choses. C'était un grand monsieur.

Habib - Il était votre professeur aussi ?

Fouad - Je l'avais eu en tant qu'enseignant, mais il y en a d'autres. J'ai cité Michel Sot, parce que c'est peut-être le dernier que j'ai reçu comme ça. Il me parlait de la France au Moyen Âge, ça n'a rien à voir avec l'histoire de l'Algérie. Ça a à voir avec la méthode historique et c'est ça qu'il faut apprendre.

Fouad - À l'époque, c'est ma troisième méchanceté de la journée, mais dans la section en arabe, il y avait des étudiants qui disaient « Non, non, non, il ne faut enseigner que l'histoire de l'Algérie ». C'est quoi ça il ne faut enseigner que l'histoire de l'Algérie ? Vous êtes malades ? Et alors et l'histoire du Maghreb, vous ne l'enseignez pas ? Heureusement que le ministère n'a pas suivi ces gens-là, qui vont se retrouver dans les ministères. Mais enfin bon ça n'a rien à voir avec notre propos. Si, peut-être, sociologie des cadres.

Habib - Est-ce que les années 90, avec tout ce qui s'est passé à cette période-là, ont eu un impact sur les archives ?

Fouad - Les années 90 vont nous poser, c'est vrai, à la limite, un autre problème, c'est la destruction sauvage des archives. Je veux dire par là qu'il y a eu deux mouvements, à l'appui de ce que je viens de dire. Les islamistes vont brûler les archives. Quand ils rentrent dans une mairie, ils brûlent tout. On n'en parle pas. Mais certaines administrations, je les soupçonne d'avoir profité du désarroi de l'Etat pour détruire aussi des archives. Sous prétexte qu'il n'y a pas de place, sous prétexte que. Parce qu'il ne faut pas laisser de traces. Et ça ne m'étonne pas parce que certaines administrations avaient été infiltrées par les islamistes. Ils étaient déjà dedans, ils sont devenus islamistes.

Habib - A titre personnel, vous avez eu peur ? Il y avait des menaces ?

Fouad - Moi, je commettais à leurs yeux deux crimes, d'être fonctionnaire et de parler français. Ça je le dis rarement, je veux dire ... écris. Mais je sais qu'une fois j'ai eu une discussion et un des responsables du FIS m'a dit « Écoute, tu fais un travail noble, tu t'occupes de la bibliothèque et des archives, ne sors pas de ce cadre. On est là, on t'aide, mais tu restes dans ce cadre ». Quand ils ont pris le pouvoir en 91, je n'oublierai jamais ça, il m'a dit attention tu fais mais en arabe.

Habib - Mais tu ne sors pas de là

Fouad - Mais tu ne sors pas de ce cadre.

Habib - C'était une menace ?

Fouad - Non je n'ai pas pris ça pour une menace. Tu es inoffensif, ne cherche pas à jouer au héros, tu es inoffensif, mais attention. Si ça peut être une menace, peut-être, probablement que ça peut être une menace. Je ne sais pas. Non, moi, je n'ai pas pris ça vraiment, mais pour un avertissement sans frais ; tu es tranquille, reste tranquille.

Habib - Et vous êtes resté tranquille ?

Fouad - Je suis resté tranquille, parce que qu'est-ce que je vais aller faire, je vais sortir manifester ? Personne ne manifestait. Qu'est-ce que je vais faire ? Donc j'ai continué mon travail. Ça n'a pas duré longtemps, ça a duré une année. Après, les principaux responsables ont été arrêtés. Par contre, évidemment, quand j'entendais des assassinats, ça, ça fait mal.

Habib - Vous avez eu des amis qui ...

Fouad - Oui, bien sûr.

Habib - Directement touchés. Et à aucun moment vous n'avez eu peur pour votre sécurité ?

Fouad - Je ne crois pas non. Non, je ne pense pas.

Habib - Est-ce que vous avez aujourd'hui l'impression d'avoir été, et d'être encore, utile à l'Algérie ?

Fouad - Ce qui m'étonne, mais qui en même temps je me dis ouf, c'est lorsque je croise des gens dans la rue, comme il y a une quinzaine de jours quelqu'un qui m'appelle, je me retourne, je ne connais pas. Bon, poliment, je lui dis bonjour, il me dit Non, vous ne connaissez pas, mais vous connaissez mon épouse. Elle m'a dit j'étais étudiante chez vous, et j'ai gardé un beau souvenir. Ça ! Quand quelqu'un m'arrête et me dit j'étais votre élève, j'étais votre étudiant, je me dis bon ça va, j'ai servi à quelque chose dans ma vie. J'ai des gens qui se souviennent de moi.

Donc voilà, c'est comme ça que je réponds à votre question. Je me dis oui, au moins dans mon domaine, c'est à dire les archives et l'enseignement, et un petit peu d'histoire, bon ben j'ai posé ma petite pierre à l'édifice. Je me sens minoritaire quand même. Minoritaire.

Habib - C'est quoi la tendance dominante ?

Fouad - Tout à l'heure j'ai parlé des archives de la littérature et des arts. Ça a été un petit échec, parce que l'institution ne m'a pas suivi. Mais c'est normal, ce n'est pas parce que je dis quelque chose qu'on va être d'accord avec moi. Mais je me suis dit qu'en fait il y a un manque d'audace, peut-être. Ou alors chez moi un égo surdimensionné qui fait que moi j'ai compris et les autres n'ont pas compris. Ou alors entre les deux, un manque d'audace de leur part et trop peut-être d'audace de la mienne. C'est normal.

Dans le domaine de l'histoire, je me souviens très bien qu'au départ on me disait tu perds ton temps, ah bon, pourquoi ? On me dit parce que tout est en train de s'arabiser, et toi tu écris en français, personne ne va te lire. Je dis, moi quand j'écris, oui c'est pour être lu, mais je ne suis pas à la recherche des lecteurs. J'écris parce que ça me plaît. J'ai envie de régler mes problèmes avec moi-même, sur tel ou tel point et ça donne un texte. Je ne peux pas barbouiller un texte, il faut que ce soit réfléchi.

Quand j'enseignais, j'enseignais en français mais j'écrivais au tableau tous les mots difficiles, j'expliquais, et je le faisais instinctivement. Peut-être parce que mon grand-père était instituteur, pourquoi pas ? Si ça circule dans les gènes, pourquoi pas ? Mais c'est vrai qu'il y a beaucoup de profs dans notre famille, beaucoup d'enseignants. J'étais d'ailleurs un des rares non enseignants.

Habib - Mais vous avez quand même enseigné

Fouad - Mais j'ai quand même enseigné, je me faisais payer, je ne me faisais pas payer. Je veux dire par là que c'était vacataire, mais j'ai plus qu'enseigné, j'ai été écouté. J'ai été écouté par des élèves, par des étudiants qui ne maîtrisaient pas bien le français.

Un exploit ? Non, non, ce n'est pas un exploit parce qu'il y avait en face de moi une volonté d'apprendre. Et c'est cette volonté d'apprendre qui faisait qu'à mon tour, je faisais beaucoup plus d'efforts pour les aider à comprendre ce que je disais, et surtout le propos. Le contenu, pas les mots, les mots, je les écrivais au tableau. Dès qu'il y avait quelque chose qui n'allait pas, je l'écrivais au tableau sans leur demander leur avis. Ou alors je faisais semblant de traduire en arabe, mais en leur demandant comment on dit en arabe tel mot. Quand ils me répondaient ça signifiait qu'ils avaient compris, s'ils hésitaient, ça me posait problème. Mais

ce que j'ai aimé, c'est qu'il y avait toujours un qui m'aidait, et me disait, et il disait à ses autres collègues Voilà comment on dit en arabe, voilà comment on dit ce mot en français.

Habib - Il faisait l'interprète

Fouad - Et je ne sais pas pourquoi j'ai eu cette idée, mais c'était eux qui m'aidaient. Et le jour où j'ai compris que le niveau en français véritablement trop bas, j'ai arrêté d'enseigner. Après, j'ai repris à Alger, pour le magistère et j'avais des étudiants âgés qui maîtrisaient tous le Français, sauf une je crois, et encore. Donc là j'étais à l'aise.

Mais je le dis en toute sincérité, si ce n'étaient les étudiants, je crois que je n'aurais jamais enseigné et je leur expliquais bien que c'est grâce à eux que je faisais des efforts dans la compréhension de l'archivistique, parce qu'ils posaient des questions. Et donc maintenant, je critique mes amis qui enseignent, je leur dis vous n'avez pas la pratique de l'archivistique et vous voulez enseigner ? Ça va être livresque. Moi, j'ai eu cette chance formidable dans ma carrière et ça je ne le regrette pas, j'avais la pratique, et comme ils disent j'avais la théorie.

Habib - Est-ce que c'est indispensable quand on s'occupe des archives, d'être, quelque part historien ?

Fouad - Oui et non. Oui, parce que ça a été mon expérience. Non, parce qu'en réalité, quand on est dans une autre discipline, à part Sciences-Po, mes collègues qui ont fait Sciences Po, j'ai vu qu'ils s'éloignent de l'archivistique. J'ai eu d'excellentes relations avec les géographes, j'ai beaucoup appris de mes collègues qui sont devenus enseignants.

Habib - En géographie.

Fouad - En géographie. J'ai beaucoup appris des architectes, parce qu'ils essaient de poser les problèmes. Ce que je conteste, c'est leur formation en histoire, ils ne comprennent pas. Ma préférence intellectuelle allait vers les géographes et les sociologues, pas les politologues. Le discours des politologues avait le don de me sortir du nez.

Je suis en train d'ailleurs de lire les cours d'un collègue qui est passé de Sciences-Po aux archives. La personne qui m'a envoyé ça essayait de comprendre pourquoi il sort tout ça. La réponse, je l'ai. C'est qu'il a très peu de pratique dans les archives. Il n'a pas mis la main dans la poussière, il n'a pas avalé de la poussière. Il n'est pas resté devant une liasse d'archives à en extraire, comme dirait l'autre, la substantifique moelle. Il n'a pas compris l'histoire des mots clés. Comment guider les historiens ? Il n'a pas compris. Il est venu avec ses idées de Sciences-Po, ça va être ma quatrième méchanceté, « Je sais tout ».

Non, quand on regarde des archives, on devient modeste. On se calme. On sait qu'il y a eu un monde, disparu aujourd'hui, dans lequel ce type de convictions voulait s'imposer à la réalité. Et ce type de convictions a entraîné la confusion et les erreurs. Et l'historien, c'est celui qui va critiquer le mieux, à mon avis, les archives.

Fouad - Mais le géographe, en quoi il va m'aider ? Il va m'aider à comprendre la prise de décision. J'ai lu beaucoup les géographes. Ils posaient modestement des problèmes de fond, que les politologues ne pouvaient pas résoudre, que les urbanistes ne pouvaient pas poser, je dis bien ne pouvaient pas poser. Parce que d'abord, ce ne sont pas des véritables urbanistes, ce sont des architectes. Moi ceux qui m'ont appris à lire la ville, ce sont les géographes, les profs et mes collègues, pas les architectes, les architectes parfois je suis

très en colère contre eux, contre ce qu'ils disent, parce qu'ils veulent se transformer en historiens. Ceux qui ont des armes pour utiliser l'histoire, ce n'est pas eux, même pas d'ailleurs les sociologues, ce sont les géographes.

Quoique à un moment, il y a une coupure entre l'histoire et la géographie que je trouve dramatique. Peut-être que si j'étais resté simplement enseignant d'histoire, je n'aurais pas eu cette idée. Mais en tant qu'archiviste, je me suis souvenu des cours de géographie et des discussions que j'avais avec mes amis géographes, ils m'ont appris, enseignants et collègues, à lire la ville. Et une fois que j'ai lu la ville, j'ai compris ce mouvement de population.

J'ai cité tout à l'heure Michel Coquery, qui était géographe. Ben oui, vous voyez je l'ai fait sans même réfléchir à ce qui vient maintenant ! Et c'est le géographe que j'ai cité parce que c'est lui qui m'a appris. C'est la lecture de ses articles qui m'a appris. Tinthoin qui était avant moi ici à Oran, c'était un géographe, aussi.

La géographie d'Oran, c'est quelque chose d'extraordinaire. Mais la géographie humaine d'Oran, celle dont je me suis senti le plus proche, ça aussi, ça tue toutes les idées reçues durant la période coloniale. Et si aujourd'hui on continue à hisser des immeubles de 30 étages, c'est parce qu'avant l'indépendance, on faisait des immeubles de 15, 20 étages. Maintenant, un promoteur qui fait un immeuble de dix étages, c'est un petit.

Et puis la redistribution de l'espace. Après, je transfère tout ça dans l'histoire d'Oran. Alors c'est un peu mécaniste comme démarche, je veux bien. Mais ce sont autant de faisceaux lumineux qui m'éclairent dans l'histoire de cette ville. Ce n'est pas une ville coloniale. Voilà, alors que pour les plus hautes instances culturelles de ce pays, ah il n'y a pas de monuments historiques à Oran. C'est une ville coloniale.

Habib - Très égoïstement. En tant que géographe, je ne pouvais pas trouver mieux pour finir, avec regrets, cet échange, parce que c'est tellement passionnant.

Merci infiniment !